

Le bruit des bottes augmente mais notre jeunesse ne s'occupe que de chemsex...

écrit par Monique B | 2 avril 2025



Drogues, sexe et politique : alors que le chemsex déraile, l'État peine à se mettre sur les rails.



Drogues, sexe et politique : alors que le chemsex déraille, l'État peine à se mettre sur les rails.

Chemsex : Une pratique en expansion qui inquiète les députés (dont certains connaissent bien le sujet)

Face à la montée en puissance du chemsex – une pratique associant drogues et sexualité intensive –, des députés de divers bords politiques ont appelé, ce 31 mars, à une stratégie nationale de prévention. Portée par Brigitte Liso (Renaissance), une proposition de résolution transpartisane vise à sensibiliser et à lutter contre ce phénomène aux conséquences sanitaires alarmantes.

Un phénomène méconnu mais en pleine expansion

Popularisé médiatiquement après l'accident causé par Pierre Palmade en 2023, le chemsex reste largement ignoré du grand public. Pourtant, selon un rapport remis au ministère de la Santé en 2022, il concernerait entre 100 000 et 200 000 personnes, un chiffre probablement sous-estimé. Initialement répandu dans la communauté homosexuelle masculine, il touche désormais des publics

plus jeunes et diversifiés, facilité par les applications de rencontre et l'accès simplifié à des drogues artisanales comme la 3-MMC ou le GBL, un détournement de nettoyant pour jantes.

Des risques sanitaires sous-estimés

Les dangers liés au chemsex sont multiples : addictions sévères, rapports non protégés, violences sexuelles, comas, voire overdoses mortelles. Arthur Delaporte (PS), cosignataire du texte et président du groupe d'étude VIH/Sida, insiste : « Ça peut toucher tout le monde. » Une allusion à peine voilée au cas du député LFI Andy Kerbrat, interpellé en 2024 pour achat de stupéfiants dans un contexte d'addiction liée au chemsex.

□ *Le [#chemsex](#) touche 100 000 à 200 000 personnes en □□, avec des risques majeurs pour la santé publique.*

Le 31 mars, l'[@AssembléeNat](#) examinera ma proposition de résolution pour une stratégie nationale de prévention.

*Il est urgent d'agir ! □ [#Santé](#) [#Addictions](#) [#Prévention](#)
pic.twitter.com/fib0SeQxnZ*

– Brigitte Liso (@brigitte_liso) [March 27, 2025](#)

Une réponse politique tardive et insuffisante ?

La proposition de résolution préconise un état des lieux épidémiologique, des campagnes de sensibilisation, ainsi qu'une formation des professionnels de santé. Brigitte Liso plaide également pour une prévention adaptée aux réseaux sociaux, principaux vecteurs de propagation du phénomène. Pourtant, en 2024, une enveloppe de 300 000 euros destinée à la prévention avait été rejetée par le gouvernement...

<https://lemediaen442.fr/chemsex-une-pratique-en-expansion-qui-inquiete-les-deputes-dont-certains-connaissent-bien-le-sujet/>